union PRESSE

Daniel Kretinsky entre en négociations exclusives avec Vivendi pour la reprise à 100% d'Editis

jeu 16/03/2023 - 16:42

A la fin des fins, c'est Daniel Kretinsky qui l'emporte. Le géant français des médias Vivendi "a décidé d'entrer en négociations exclusives" avec International Media Invest (IMI), filiale de la holding CMI (Czech Media Invest) fondée par l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky, en vue de lui céder 100 % d'Editis, deuxième groupe d'édition français.

Le groupe Vivendi, contrôlé par Vincent Bolloré, s'est résolu à convaincre la Commission européenne de lui permettre de céder en totalité Editis afin de s'emparer le leader de l'édition Hachette, filiale de Lagardère. Le dossier est étudié depuis des semaines avec vigilance par Bruxelles.

La vente du numéro deux du secteur du livre en France, fort d'une cinquantaine de maisons comme Robert Laffont, Plon, Julliard, Le Robert, Pocket, "devra être acceptée par la Commission européenne et fera l'objet des procédures d'information-consultation des instances représentatives du personnel concernées", détaille Vivendi dans un communiqué. Le groupe précise également que, "dans ce contexte, le projet de distribution des actions Editis aux actionnaires de Vivendi, et de leur cotation sur le marché Euronext Growth, est suspendu".

En l'espace d'un mois, les cartes sont rebattues. Quatre prétendants avaient déposé une offre pour le rachat du groupe d'édition. Les candidats étaient le groupe de presse français Reworld Media, le leader italien de la presse magazine Mondadori, le géant québécois des médias Québecor (télécoms, médias, culture et divertissement) et le trio d'hommes d'affaires constitué de Stéphane Courbit, producteur audiovisuel, Daniel Kretinsky (Groupe CMI) et Pierre-Édouard

Stérin, cofondateur de Smartbox. La semaine passée, le groupe français avait indiqué poursuivre ses discussions avec quatre potentiels repreneurs d'Editis et dit vouloir déposer à la mi-mars de nouvelles propositions de remèdes aux autorités européennes, après que la Commission a récemment montré son hostilité au projet.